

Question orale de Kattrin Jadin à Sophie Wilmès (VPM Affaires étrangères et européennes) sur "L'appel du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant la Libye"

Kattrin Jadin (MR): Madame la ministre, le Conseil de sécurité des Nations Unies vient de lancer un nouvel appel visant les forces étrangères toujours présentes en Libye.

Avez-vous des informations sur ces forces étrangères présentes en Libye? La présence de forces étrangères aura-t-elle une influence sur les élections prévues en décembre 2021?

Sophie Wilmès, ministre: Madame Jadin, les informations qui nous parviennent du panel d'experts et des Nations Unies pour la Libye nous confirment de manière inquiétante la présence continue de combattants étrangers et de mercenaires sur le sol libyen, en flagrante contradiction avec les résolutions du Conseil de sécurité et les engagements pris lors de la signature d'un accord de cessez-le-feu entre les parties libyennes le 23 octobre dernier à Genève.

L'adoption ce 16 avril de la résolution 2571 par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui appelle entre autres à respecter l'embargo des armes et le retrait de toutes les forces de combat étrangères, nous amène à nous interroger collectivement sur l'appui que l'Union européenne pourrait apporter au mécanisme de monitoring de cessez-le-feu en Libye. Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, la solution à la crise libyenne est politique et toute intervention militaire étrangère est inacceptable.

Nous nous félicitons de la désignation d'un gouvernement d'union nationale en Libye en février dernier. Il doit effectivement préparer les échéances électorales importantes pour la fin de cette année. Il conviendra à cet égard de faire preuve d'un optimisme prudent. Avec mes collègues au sein de l'Union européenne, nous examinons actuellement les moyens diplomatiques, économiques et sécuritaires à notre disposition pour appuyer ce gouvernement transitoire afin que ce processus piloté par les Libyens et pour les Libyens puisse aboutir.

Kattrin Jadin (MR): Madame la ministre, je vous remercie pour vos réponses. Nous sommes au cœur de ce que nous vivons dans d'autres régions, notamment en Syrie. Il y a une volonté et un besoin de parler et d'agir de manière unie qui se voit et qui se confirme face à cette situation en Libye qui est très inquiétante et qui demande plus que jamais que nous puissions agir avec les moyens nécessaires par rapport aux efforts que l'Union européenne veut mener et aux possibilités que nous avons à faire imposer nos points de vue dans ces processus de paix et de démocratisation.